

alternatives sud

Un système alimentaire à transformer

Points de vue du Sud



TRIMESTRIEL, 4^e TR. 2021

Alternatives Sud

Fondateur

François Houtart

Rédaction et administration

Jacques Bastin, Laurent Delcourt, Christophe Douxchamps,
Chloé Dusaussouy, Bernard Duterme (directeur), Liliane Kabugubugu,
Aurélié Leroy, Cédric Leterme, Carlos Mendoza,
François Polet, Frédéric Thomas, Nathalie Vanhumbecq
Centre Tricontinental-Cetri
Avenue Sainte Gertrude, 5
B-1348 Louvain-la-Neuve, Belgique
Tél. : 32 (0) 10-48-95-60
duterme@cetri.be / cetri@cetri.be / www.cetri.be

Conseil éditorial (Afrique, Amérique latine, Asie)

Sarah Ben Néfissa (Égypte), Saturnino Jun Borrás (Philippines), Suzy Castor (Haïti),
Yves Alexandre Chouala (Cameroun), Abdelnasser Djabi (Algérie), Leonard Gentle
(Afrique du Sud), Pablo Gonzalez Casanova (Mexique), Laura Hurtado (Guatemala),
Lau Kin Chi (Chine), Jude Lal Fernando (Sri Lanka), Edgardo Lander (Venezuela),
Cristian Parker G. (Chili), Andres Pérez Baltodano (Nicaragua), Emir Sader (Brésil),
Pablo Stefanoni (Bolivie), Maristella Svampa (Argentine), Mahaman Tidjani Alou (Niger),
Antonio Tujan (Philippines)

Diffusion et distribution en librairies

SOFÉDIS et SODIS (Paris, France)

Graphisme

Signélazer (Bruxelles, Belgique)

Illustration de couverture

Sur la photo : Christine Banlog, Cameroun
Photo : Ryan Brown, UN Women — CC

Alternatives Sud

Volume 28-2021 / 4

**Un système alimentaire
à transformer**
Points de vue du Sud

Abonnement annuel à *Alternatives Sud*

4 numéros : 50 euros

► Par virement au compte du Centre tricontinental :

IBAN BE23 0001 3060 0291 – BIC = BPOTBEB1

► Par carte de crédit, via cetri@cetri.be, +32 10 489560 ou sur www.cetri.be.

© 2021, Centre Tricontinental et Éditions Syllepse
ISBN : 978-2-84950-993-7 (papier)

Éditions Syllepse
69 rue des Rigoles
F-75020 Paris (France)
edition@syllepse.net

Centre Tricontinental
Avenue Sainte Gertrude 5
B-1348 Louvain-la-Neuve (Belgique)
cetri@cetri.be

Éditeur responsable : Bernard Duterme, CETRI,
Avenue Sainte Gertrude 5,
B-1348, Louvain-la-Neuve

Sommaire

Éditorial

7. Quels systèmes alimentaires... demain ?

Laurent Delcourt

Points de vue du Sud

31. La pandémie de covid-19, une opportunité pour la souveraineté alimentaire

Walden Bello

Sommet contesté

51. Accaparements de terre : le silence du Sommet sur les systèmes alimentaires

Arnold Padilla

61. La bataille pour la gouvernance mondiale de l'alimentation et de l'agriculture

Frédéric Mousseau

Fausse solutions

77. Les fausses promesses de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique

Un consortium d'ONG internationales

101. L'« agroécologie bidon » : la mainmise des multinationales

Alberto Alonso-Fradejas, Lyda Fernanda Forero, Delphine Ortega-Espès, Martín Drago et Kirtana Chandrasekaran

Voies alternatives

109. Agroécologie et reconstruction d'une agriculture post-covid-19

Miguel A. Altieri et Clara Ines Nicholls

135. Repenser les droits humains dans une perspective émancipatrice

Sofía Monsalve Suárez

149. Afrique du Sud : sécurité, justice ou souveraineté alimentaires face à la malnutrition ?

Busiso H. Moyo et Anne-Marie Thow

171. Index

173. Liste des *Alternatives Sud* parus

Éditorial

Quels systèmes alimentaires... demain ?

Laurent Delcourt¹

Plus que jamais, la convergence des crises et leur aggravation obligent à repenser nos systèmes alimentaires. Un consensus a émergé sur l'urgence d'une telle révision. Mais la portée des réformes à adopter suscitent de vives controverses. Contre les solutions technologiques des grandes firmes, vieilles recettes emballées dans une nouvelle rhétorique verte et transformiste, la société civile appelle à un changement radical de cap.

«La pandémie de coronavirus est venue tout différer, tout éclipser et tout révéler. C'est peu de l'écrire», note Bernard Duterme, en introduction d'un récent numéro d'*Alternatives Sud* consacré à l'urgence écologique (2020). Il en va de même de la lutte contre la faim et la malnutrition. En septembre 2015, après deux ans d'âpres négociations, la communauté internationale, sous l'égide des Nations unies, adopte l'Agenda 2030 : les dix-sept Objectifs de développement durable. Elle s'engage alors solennellement à éradiquer la faim, l'insécurité alimentaire et toutes les formes de malnutrition d'ici 2030. Moins de dix ans avant l'échéance, l'heure n'est plus à l'optimisme.

«Le monde connaît un moment critique : la situation est très déférente d'il y a dix ans», écrivent les auteurs du dernier rapport sur l'état de la sécurité alimentaire et la nutrition dans le monde. «À

1. Historien et sociologue, chargé d'étude au Centre tricontinental – CETRI, coordinateur, entre autres, de l'ouvrage collectif *Les nouveaux territoires de l'agrobusiness* (Syllepse, 2019).

l'époque, si nous étions conscients de l'importance des défis à relever, nous étions également optimistes quant à la possibilité d'accélérer [...] les progrès accomplis jusqu'alors, en adoptant les bonnes approches transformatrices [...]. Les quatre dernières éditions de ce rapport ont cependant révélé une triste réalité. D'une manière générale, le monde n'a progressé ni vers la cible 2.1 de l'Objectif de développement durable (ODD), qui consiste à assurer l'accès de tous à une alimentation saine, nutritive et suffisante tout au long de l'année, ni vers la cible 2.2 de l'ODD, qui consiste à éradiquer toutes les formes de malnutrition. Le rapport de l'année dernière prévoyait que le covid-19 allait avoir un impact dévastateur sur l'économie en provoquant une récession sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale et que la sécurité alimentaire et le statut nutritionnel de millions de personnes allaient se détériorer» (FAO et col., 2021).

Dévastateur, assurément, le covid-19 l'a été. Dans les pays du Sud, en particulier. Et, bien au-delà de son impact sanitaire. Plus qu'ailleurs, les mesures adoptées pour endiguer l'épidémie (fermeture des frontières, restrictions de circulation interne, etc.) ont laminé leur économie, déstructuré leur tissu productif, accentué les pénuries et provoqué une chute brutale du niveau de vie de la plupart des ménages, lesquels n'ont pu compter sur des filets sociaux appropriés et pas même sur des aides sociales d'urgence pour amortir le choc. La vulnérabilité alimentaire et nutritionnelle d'une population déjà précarisée (paysan·nes, migrant·es, saisonniers et saisonnières, travailleurs et travailleuses des secteurs informels, etc.) et ne disposant d'aucun revenu de remplacement pour faire face à la crise, s'en est ainsi trouvée fortement aggravée (FIAN, 2020 ; Berthelot, 2020 ; Clapp et Moseley 2020).

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Mi-2020, la FAO estimait que la crise sanitaire avait fait basculer entre 83 et 132 millions de personnes dans une situation d'insécurité alimentaire aiguë, tandis que le PAM (Programme alimentaire mondial) prévoyait pratiquement au même moment que ce chiffre allait doubler d'ici la fin de cette année, passant de 135 millions à 265 millions de personnes (Clapp et Moseley, 2020). Le dernier rapport de la FAO (2021) le confirme, la faim et la malnutrition ont atteint un nouveau sommet. Du jamais vu depuis la crise alimentaire de 2008-2009. Fin 2020, entre 720 et 820 millions d'êtres humains souffraient de sous-nutrition, et quelque 2,37 milliards supplémentaires n'avaient pas accès à une

nourriture adéquate. Soit, respectivement, 161 millions et 320 millions de plus qu'en 2019 (FAO et col., 2021).

Reste que l'épidémie n'explique pas seule cette hausse. En réalité, le nombre d'affamés n'a cessé de progresser depuis 2015, au rythme de dix à quinze millions de nouveaux « ventres creux » dans le monde chaque année. Rendant toujours plus illusoire la réalisation des ODD, la tendance était donc amorcée en amont. Le covid-19 l'a accélérée et amplifiée (Clapp et Moseley, 2020 ; Delcourt, 2021).

« *Bien avant la pandémie de covid-19, avouent ainsi les auteurs du rapport, nous n'étions [...] pas en mesure de respecter nos engagements d'éliminer la faim et la malnutrition dans le monde sous toutes ses formes d'ici 2030. Aujourd'hui la pandémie a rendu cette tâche encore plus difficile.* » Terrible aveu d'échec, mais pertinence du diagnostic. L'épidémie, écrivent-ils, « *continue d'exposer les faiblesses de nos systèmes alimentaires, qui menacent la vie et les moyens de subsistance des populations du monde entier, et en particulier des plus vulnérables et de celles qui vivent dans des contextes fragiles* » (*ibid.*).

De fait, à l'instar de la crise alimentaire de 2008-2009, qui s'était caractérisée par une brusque hausse des prix des denrées alimentaires sur les marchés internationaux, faisant basculer tout aussi soudainement des millions de personnes dans l'extrême pauvreté, la crise sanitaire – quoique d'une tout autre nature – a à nouveau été un puissant révélateur des faiblesses et des limites du système mondial de production, de transformation et de distribution de nourriture (Cetri, 2010 ; FIAN, 2020 ; Clapp et Moseley, 2020).

En désorganisant les longues chaînes d'approvisionnement mondiales, elle a d'une part révélé leur forte vulnérabilité aux chocs externes. Et en aggravant la situation alimentaire et nutritionnelle dans de nombreux pays, elle a à nouveau jeté une lumière crue sur leur caractère intrinsèquement excluant et inégalitaire : alors que la production globale permet aujourd'hui de nourrir correctement la population mondiale, et bien davantage encore², plus de trois milliards de personnes (40 % de l'humanité) n'ont toujours pas accès à une alimentation suffisante, saine ou adéquate, faute de revenu pour se la procurer (Clapp et Moseley, 2020 ; Unmüssic, 2021).

2. Ainsi la production mondiale de blé a atteint un niveau record en 2020-2021. Théoriquement, elle pourrait nourrir près de 14 milliards de personnes (Unmüssic, 2021).

Mais le covid-19 a également mis à nu les interdépendances multiples entre précarisation alimentaire et nutritionnelle, destruction de la biodiversité et changement climatique. Autant de tendances lourdes et interconnectées que le système alimentaire mondial, ultraspécialisé, industrialisé, financiarisé, intégré et dominé par une poignée de grandes firmes, a coproduites et aggravées (*ibid.*).

Basé sur l'utilisation de l'énergie fossile (pour la production d'engrais, le fonctionnement des machines, etc.), son modèle d'agriculture, productiviste, standardisé et extraverti, est aujourd'hui responsable, avec l'élevage industriel, d'environ un quart des émissions globales de gaz à effet de serre (et même de 34 % si l'on inclut dans le calcul l'ensemble des émissions produites tout au long des chaînes d'approvisionnement). Et son expansion, aux dépens des cultures traditionnelles et des milieux naturels, est la première cause de l'effondrement de la biodiversité dans le monde.

Hyper intensif, il participe aussi activement à la dégradation des sols et à l'épuisement des ressources, en eau notamment. Un double phénomène qui, avec la perte de la biodiversité génétique, affaiblit les capacités de résilience des systèmes agricoles locaux aux effets du changement climatique et aggrave donc l'insécurité alimentaire : chute des rendements, réduction des surfaces productives, diminution des réserves alimentaires disponibles, en particulier dans les régions sensibles au stress hydrique et aux aléas climatiques, etc.

Que dire enfin des conséquences sanitaires liées à la généralisation du modèle agroproductiviste : création de terrains propices à l'apparition de nouvelles maladies en raison de substitution des espaces naturels par les monocultures industrielles et l'élevage extensif ; pollutions générées par l'utilisation massive de produits phytosanitaires ; changements rapides de diète liées à la consommation, croissante, notamment dans les pays du Sud, de produits alimentaires transformés néfastes pour la santé ? (Altieri et Nicholls, 2020 ; Clapp, 2020 ; Clapp et Moseley 2020 ; Unmüssic, 2021).

Croissance de la faim et de la malnutrition, dégradation de l'environnement, changement climatique et émergence de nouvelles maladies apparaissent comme les symptômes d'un dérèglement systémique qui appelle des réponses systémiques. Tels de pressants rappels à l'ordre, ils imposent un changement de cap urgent qui passe nécessairement par une transformation en profondeur

des systèmes alimentaires – du champ à l'assiette, des modes de production aux habitudes de consommation.

Si l'urgence et la nécessité d'une transformation des systèmes alimentaires ne fait plus débat aujourd'hui face à la convergence des crises, en revanche, la direction et la portée d'une telle refonte suscite de vives controverses, comme l'ont montré les tensions qui ont entouré la préparation et l'organisation du premier Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires (United Nations Food Systems Summit-UNFSS). De manière schématique, elles opposent deux visions diamétralement opposées et irrémédiablement inconciliables du devenir de l'alimentation et de l'agriculture.

Un sommet coopté

Éveiller les consciences. Impulser des réformes urgentes et nécessaires. Et synchroniser, pour ce faire, toutes les énergies pour transformer les systèmes alimentaires. Telles étaient les ambitions affichées par les promoteurs du Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires. Annoncé en octobre 2019, reporté ensuite en raison de la pandémie et finalement organisé en septembre 2021, l'événement se voulait historique : il devait présider au lancement d'une nouvelle décennie « *d'actions audacieuses pour progresser dans la réalisation des ODD* ».

S'appuyant sur le constat, désormais largement partagé, que la réalisation de l'Agenda 2030 dépend de « *la mise en place de systèmes alimentaires plus sains, plus durables et équitables* », il se proposait de réunir « *des acteurs clefs des mondes de la science, des affaires, de la politique et de la santé avec des universitaires, des agriculteurs, des membres de communautés autochtones, des organisations de jeunes, des groupes de consommateurs, des militants écologistes et d'autres parties prenantes essentielles* », pour « *susciter* », avant, pendant et après l'évènement, des « *modifications tangibles et positives de nos systèmes alimentaires* ».

« *Destiné à éveiller le public mondial au fait que nous devons tous ensemble travailler à modifier la façon dont nous produisons, consommons et voyons les aliments* », le Sommet se voulait également inclusif et participatif : « *Il s'adresse à tous les habitants de la planète. Il entend être un sommet du peuple et également un*

sommet porteur de solutions, qui exigera que chacun·e prenne des mesures pour transformer les systèmes alimentaires mondiaux³. »

Loin de ces effets d'annonces et de l'unanimité de façade que ses organisateurs ont cherché à lui donner, le Sommet s'est cependant très vite trouvé, avant même de débiter, au centre d'une avalanche de critiques venues aussi bien d'organisations représentatives du monde paysan et de mouvements sociaux ruraux que d'ONG et d'expert·es. Les unes fustigeant son manque de légitimité démocratique, son verticalisme ou encore son caractère « élitiste » et « régressif », les autres dénonçant la captation des débats par de puissants intérêts privés. Regrettant un processus biaisé dès le départ et une occasion manquée, toutes appelèrent à boycotter l'événement⁴.

À l'occasion du pré-Sommet, tenu en juillet 2021, le Panel international des expert·es sur les systèmes agricoles durables (Sustainable Food Systems-PES-Food), justifiait ainsi son retrait du processus : *« Le Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires (UNFSS) a suscité de grandes inquiétudes dès le départ. Ses origines étaient opaques, sa relation avec les forums mondiaux existants peu claire et sa gouvernance mal définie [...]. Depuis sa création, le Sommet a menacé de remplacer un débat démocratique par des modes de prises de décision de moins en moins transparents [...] les règles d'engagement du Sommet ont été déterminées par un petit groupe d'acteurs. Le secteur privé, les organisations du secteur privé (notamment le Forum économique mondial) et une poignée d'experts scientifiques ont lancé le processus et défini l'ordre du jour [...] les groupes de la société civile ont été invités à une table déjà dressée. Ces préoccupations n'ont pas été prises en compte et des développements récents suggèrent des risques accrus que le Sommet soit capturé par un ensemble étroit d'intérêts⁵. »*

D'emblée, en effet, la signature d'un partenariat stratégique entre les Nations unies et le Forum économique mondial (FEM) et la mise à l'écart ou à distance d'institutions clés, telles que la FAO et le CSA (Comité de la sécurité alimentaire), du processus de préparation et d'organisation du UNFSS au profit d'une structure *ad hoc*, dite « multi-parties prenantes » (*multistakeholders*), davantage

3. www.un.org/en/food-systems-summit/about.

4. Voir notamment McVeigh, 2021 ; Lakhani, 2021 ; Kroff et col., 2021.

5. www.ipes-food.org/_img/upload/files/UNFSSStatementFR.pdf.

ouverte aux secteurs privés, avaient suscité une levée de boucliers de la part de la société civile.

« Nous estimons, protestèrent ainsi près de 400 organisations de la société civile dans une lettre commune adressée au secrétaire des Nations unies, que le Sommet ne s'appuie pas sur l'héritage des précédents sommets mondiaux qui étaient clairement ancrés dans l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation (FAO) et qui ont abouti à la création de mécanismes innovants, inclusifs et participatifs dans le but de réaliser le droit à l'alimentation pour tous. L'accord de partenariats stratégique ONU-FEM signé en juin 2019 jette un doute sur l'intégrité des Nations unies en tant que système multilatéral [...]. Il accordera aux sociétés transnationales un accès préférentiel au système des Nations unies et associera de manière permanente l'ONU aux sociétés transnationales, dont les activités ont causé et/ou aggravé les crises sociales, économiques et environnementales auxquelles le monde est confronté⁶. »

Avec la nomination quelques mois plus tard au poste d'« envoyée spéciale des Nations unies auprès du UNFSS » d'Agnes Kalibata, présidente de l'AGRA (Alliance for a Green Revolution in Africa), pour ses « efforts » dans la lutte contre l'insécurité alimentaire en Afrique, le doute n'était plus permis, selon Anuradha Mittal de l'Oakland Institute: *« À mesure que le Sommet prend forme, il apparaît de plus en plus évident qu'il n'est pas dans son intention de produire les profonds changements nécessaires pour surmonter les énormes défis auxquels nous faisons face. [Il] fera toujours la même chose – du simple greenwashing – pour préserver et perpétuer les intérêts de l'agrobusiness et des multinationales agrochimiques aux dépens des gens et de la planète »* (2020).

Contredisant l'esprit novateur du Sommet, cette désignation et d'autres nominations à des postes clés n'avaient en effet rien d'anodin⁷. Pour les gros acteurs de l'agrobusiness, elles représentaient une victoire décisive. Une opportunité unique de tempérer les ambitions « transformatrices » du Sommet, de dicter l'agenda, d'orienter les débats au mieux de leurs intérêts et d'imposer finalement leurs priorités, moyennant quelques aménagements « verts » et « propauvres » de surface.

6. www.foodsovereignty.org/wp-content/uploads/2020/02/EN_Edited_draft-letter-UN-food-systems-summit_070220-4.pdf.

7. Lire dans cet *Alternatives Sud*, l'article de Frédéric Mousseau.

Une « mise à jour opérationnelle »

Principal fer de lance de l'agro-industrie sur le continent africain, l'Alliance pour la révolution verte en Afrique (AGRA) fondée en 2006 et financée par les Fondations Gates et Rockefeller, promeut un modèle d'agriculture plutôt conventionnel. S'il se veut pionnier, plus durable et davantage centré sur les petits producteurs, son projet de relance de la révolution verte sur le continent africain s'inscrit dans une perspective des plus classiques. Axé principalement sur la promotion de semences commerciales à haut rendement et de l'usage « raisonné » de pesticides et d'engrais de synthèse, il s'inscrit dans la droite ligne de son « aînée⁸ », s'inspirant de ses méthodes et poursuivant un même objectif d'intensification de la productivité et des rendements.

Avec d'autres projets « philocapitalistes » initiés après la crise alimentaire de 2008-2009, comme la « Nouvelle vision de l'agriculture » lancée par le Forum économique mondial avec le soutien d'un consortium d'entreprises transnationales, ou l'« Initiative pour une agriculture durable » fondée par Danone, Nestlé et Unilever, de nombreux gouvernements et agences de développement, l'AGRA partage une même obsession « technoproductiviste » et une même vision prométhéenne de la science et des nouvelles technologies comme principaux catalyseurs et moteurs du changement (Alonso-Fradejas et col., 2020).

Pour ces acteurs dominants, les causes de la persistance de la faim et la malnutrition sont d'abord à trouver dans les faiblesses chroniques des agricultures des pays du Sud : manque de productivité, sous-investissement, faible intégration au marché (et dans les chaînes de valeur internationales), déficit de maîtrise technologique, etc. Le système international de production, d'échange, de transformation et de distribution de nourriture ne constitue nullement un problème en soi. Au contraire, il doit faire partie de la solution⁹. D'où leurs appels répétés à poursuivre l'intégration mondiale des systèmes alimentaires, à faciliter l'insertion des petits producteurs

8. La première « révolution verte » est lancée dans les années 1960. Elle touche principalement le Mexique, le Brésil, l'Inde, l'Afrique du Sud et plusieurs pays d'Asie du Sud-Est. Voir notamment Clapp, 2020.

9. Les défenseurs de cette vision considèrent par ailleurs que le système alimentaire mondial a plutôt bien résisté à la gravité de la crise et s'est même montré plutôt performant en assurant l'approvisionnement, en dépit de la forte perturbation des chaînes de valeur, de nombreux marchés. Voir Clapp et Moseley, 2020 ; et l'article de Bello dans cet ouvrage.

dans les chaînes d'approvisionnement internationales, à libéraliser davantage les échanges agricoles, à accroître les investissements dans le secteur de la recherche et développement et à relancer la croissance agricole dans les pays du Sud à travers l'établissement de partenariats publics-privés.

Certes, les effets du changement climatique combinés aux projections de croissance démographique imposent de nouveaux défis. Mais ceux-ci peuvent être surmontés, selon cette optique, par une meilleure gestion des systèmes de production ; et, surtout, grâce aux progrès scientifiques et à l'innovation technologique (Clapp, 2020 ; Clapp et Moseley, 2020). Produire plus de nourriture avec moins de ressources, en atténuant les effets pervers du système productiviste sur l'environnement. Intensifier la production pour répondre à la croissance démographique et aux conséquences du changement climatique, sans pour autant empiéter sur les espaces naturels. Telle est l'ambition de l'« *intensification agricole durable* », nouvelle panacée et principal leitmotiv du discours « *transformiste* » porté désormais par les acteurs dominants du système alimentaire globalisé, tous plus ou moins acquis à l'économie verte, cette manière écologique de faire des affaires (voir Dutermé, 2013).

La chose est entendue. L'indispensable transition passera nécessairement par l'introduction de technologies et de méthodes dites intelligentes face au climat (*climate smart*), présentées tout à la fois comme efficaces, productives, adaptées aux conditions climatiques extrêmes et à des sols ingrats, et peu émettrices de gaz à effet de serre. Et par la diffusion de nouvelles semences à haut rendement, moins gourmandes en intrants et plus résistantes aux aléas climatiques. Elle devra aussi s'appuyer sur l'introduction, à tous les maillons de la chaîne d'approvisionnement, des nouvelles technologies numériques déjà éprouvées dans l'agriculture dite de précision. Et, cette transition, bien sûr, devra être pilotée par les grandes firmes privées qui y injecteront leur savoir-faire technologique et leurs capitaux (Prause, Hackfort et Lingren, 2020 ; Clapp, 2020 ; Alonso-Fradejas et col., 2020 ; FIAN, TNI et FGS, 2020 ; Grain 2021).

Signée par les dirigeants de quelques-unes des principales entités privées qui ont façonné et façonnent le système alimentaire mondial actuel¹⁰, la « Déclaration des entreprises sur la transfor-

10. Parmi celles-ci, citons l'AGRA, Google, Bayer, Kellogg, Gargill, BASF, Rabobank,

mation des systèmes alimentaires » du World Business Council for Sustainable Development (WBCSD), partie prenante du UNFSS, résume bien le projet : « *Nous, leaders du monde des affaires, nous nous engageons à contribuer à la transformation des systèmes alimentaires, en mettant en œuvre dans nos sociétés, nos chaînes de valeur et secteurs, des actions qui : 1) encouragent la recherche de solutions fondées sur la science et axées sur la transition vers des modèles commerciaux (business models) d'alimentation et d'agriculture durables, permettant à des millions d'agriculteurs d'adopter des pratiques agricoles régénératrices et intelligentes sur le plan climatique et de bâtir des systèmes alimentaires sans émission et positifs pour la nature ; 2) stimulent les investissements en recherche et développement qui favorisent la transformation des systèmes tout au long de la chaîne de valeur : production de semences et d'engrais, agriculture, transformation, vente, commerce, transport et consommation d'aliments, en veillant à ce que tous les agriculteurs aient accès aux technologies numériques et aux innovations¹¹.* »

Innovations, technologies, investissement, numérisation et incorporation des petits producteurs dans les chaînes de valeur internationales. Telles sont les propositions mises sur la table des discussions par ceux-là mêmes qui contrôlent l'économie alimentaire. Telles sont aussi les « solutions » mises en œuvre par l'AGRA pour relancer la révolution verte en Afrique, avec des résultats plus que mitigés sur la réduction de la faim et de la malnutrition, comme le relève une récente étude dont un résumé est publié dans cet ouvrage. Tel est, enfin, le menu retenu par les organisateurs de l'UNFSS.

En définitive, ce qui est proposé n'est non pas une transformation structurelle, mais, selon les propres mots du Forum économique mondial, une « mise à jour opérationnelle » des systèmes alimentaires. Un projet qui s'appuie sur les mêmes vieilles recettes de l'agrobusiness, emballées désormais dans une nouvelle rhétorique « transformatrice », dernier avatar de la *Green Economy*. En réalité, il s'agit tout au plus « *d'atténuer les pires répercussions environnementales et sociales de l'actuel système alimentaire et de l'utilisation*

Syngenta Group, Louis Dreyfus Company, l'International Seed Federation, l'International Fertilizer Association, Boston Consulting Group, Sodexo, Cybernated Farm Systems, la Global Roundtable for Sustainable Beef, Barry Callebaut, Bayer CropScience, Nestlé et le SUN Business Network.

11. <https://foodsystems.community/fr/business-declaration-for-food-systems-transformation/>.

des ressources naturelles axées sur l'industrie, mais sans transformer radicalement les relations injustes, socio-économiques, idéologiques, politiques et écologiques qui le sous-tendent» (Alonso-Fradejas et col., 2020).

Pistes pour une refonte radicale des systèmes alimentaires

Dans une note commune, l'IPES-Food et l'ETC Group ont tenté d'imaginer l'évolution des systèmes alimentaires d'ici à 2045 si rien ne change fondamentalement. Ils y décrivent des systèmes complètement métamorphosés par l'introduction des nouvelles technologies, submergés par les conséquences du changement climatique, la dégradation de la biodiversité et les pandémies, et régis par une poignée de grandes firmes privées, de géants du numérique et de grandes puissances agro-industrielles engagés dans une lutte sans merci pour le contrôle de ressources.

« Au cours des années 2020, les progrès de la numérisation, de la biologie synthétique et des technologies moléculaires promettent de rendre les systèmes alimentaires sans risques (et sans présence humaine). De nouveaux acteurs affirment que produire des protéines de laboratoire, laisser l'intelligence artificielle gérer nos fermes, influencer subrepticement le comportement des consommateurs, inventer de nouveaux aliments ultra-transformés, ou soutenir la géo-ingénierie, constituent des moyens pour parvenir à la résilience (tout en étant très rentables). Les années à venir verront les systèmes alimentaires ravagés par les changements climatiques, la dégradation de l'environnement et les pandémies. Ces "solutions miracles" finissent ainsi par séduire les décideurs politiques en détresse. Les clés du système alimentaire sont remises aux mégacentreprises du bionumérique, aux plateformes de données et aux sociétés financières privées qui, grâce à la multiplication des opérations de fusion d'entreprises, deviennent les géants de l'agroalimentaire de demain. [...] Contrairement aux précédents accords de libre-échange (ALE) qui ont ouvert de nouveaux marchés, les ALE des années 2020 et 2030 servent principalement à sécuriser l'accès aux ressources, à protéger les droits d'exploitation des données par les entreprises, et à geler les réglementations favorables. Étant donné que la nourriture est considérée comme un atout stratégique, une nouvelle vague d'accapement des terres, des océans et des ressources se profile, et les goulets d'étranglement du commerce international deviennent de plus en plus militarisés » (2021).

Bien entendu, rassurent les auteurs, ce scénario catastrophe n'est pas une fatalité. Le cours des choses peut être inversé. D'autres voies peuvent être trouvées. À condition toutefois que la société civile reprenne le flambeau, dévoile les rapports de pouvoir incrustés au cœur des systèmes alimentaires et s'oppose activement et radicalement aux nouvelles logiques d'accumulation à l'œuvre. Afin d'éviter ce scénario du pire, les mouvements qui militent en faveur de la souveraineté alimentaire et de la justice sociale et climatique proposent plusieurs pistes d'action, lesquelles sont autant de conditions pour une refonte en profondeur de nos modes de production et de consommation. Nous les regroupons ici en quatre volets, librement inspirés des propositions de l'IPES-Food pour la transformation des systèmes alimentaires dans les deux prochaines décennies.

Amorcer la transition agroécologique

Plus que jamais, la convergence des crises sanitaire, alimentaire, sociale et environnementale appelle à un changement radical de paradigme agricole. Aux antipodes des méthodes d'« intensification agricole durable », succédané « vert » et instrument de légitimation de l'agriculture conventionnelle, l'agroécologie s'impose comme la seule véritable alternative.

À la fois « science » écologique appliquée à l'étude, à la conception et à la gestion d'« agroécosystèmes durables » et catalogue de pratiques, méthodes et techniques (agroforesterie, agriculture de conservation, polyculture, contrôle biologique des parasites) qui permettent d'optimiser les systèmes agricoles en imitant les « processus naturels », en réduisant les apports externes et en préservant les processus « *immunitaires, métaboliques et régulateurs clés des agroécosystèmes* », l'agroécologie prend le contre-pied de l'agriculture conventionnelle.

La diversification des cultures dans le temps et dans l'espace en lieu et place de monocultures standardisées, le recyclage des éléments nutritifs et de l'énergie sur place pour limiter au maximum les apports externes et l'intégration des cultures et de l'élevage comptent ainsi parmi ses principes clés, gages d'une agriculture à la fois plus diversifiée et plus résiliente, beaucoup moins gourmande en ressources (eau notamment), non dépendante de l'énergie fossile et plus adaptée aux environnements naturels, avec lesquelles

se développent des interactions complexes, le plus souvent positives (Delcourt, 2014).

Contrairement aux idées reçues, l'agroécologie se veut également tout aussi productive que l'agriculture conventionnelle. Calculée à l'échelle de l'ensemble des cultures, et non plus sur base du rendement d'une seule variété individuelle, la productivité de l'agroécologie est en effet identique, voire supérieure, en particulier dans les petites et moyennes exploitations. Comme l'ont montré une série d'études qui remettent en question le poncif – largement véhiculé par ses détracteurs – selon lequel elle serait inefficace sinon archaïque, l'adoption de pratiques agroécologiques permet ainsi de sécuriser et même d'accroître les revenus des familles paysannes, tout en leur garantissant un meilleur apport nutritionnel¹².

La diversification des cultures atténue également l'impact des maladies, des ravageurs et des événements climatiques extrêmes sur les cultures, en maintenant une plus grande diversité biologique et fonctionnelle. Associée à d'autres méthodes, elle permet en outre de préserver les ressources non renouvelables et la fertilité des sols, et partant la durabilité des exploitations. « *En ce sens, écrit Stéphane Parmentier, les systèmes agroécologiques se doublent de systèmes intégrés d'assurance pour les petites exploitations qui les rendent moins vulnérables aux chocs économiques, naturels, climatiques, etc.* » (cité dans *ibid.*).

Écologiquement performantes, productives, plus résilientes aux chocs externes, relativement faciles à mettre en œuvre et peu coûteuses, les méthodes et pratiques de l'agroécologie apparaissent ainsi comme les mieux adaptées à l'agriculture paysanne et aux petites exploitations, lesquelles fournissent l'essentiel des denrées alimentaires consommées sur place¹³.

Mais l'agroécologie a d'autres atouts. En plus de leur fonction alimentaire, nutritionnelle et écosystémique, les méthodes et les pratiques de l'agroécologie permettent de rompre le cercle vicieux de dépendance des petits producteurs – et donc des consommateurs – vis-à-vis des fournisseurs du marché international,

12. Lire Altieri et Nicholls, dans cet *Alternatives Sud*.

13. On estime à 2,5 milliards le nombre de personnes investies dans l'agriculture et la production alimentaire à petite échelle (dont 350 millions dans les communautés indigènes), et à 500 millions le nombre de petites exploitations. Ensemble, elles seraient responsables de 30-35 (évaluation basse) à 70-80 % (évaluation haute) de l'approvisionnement alimentaire mondial (Clapp, 2020).

encourageant ainsi « *une dynamique endogène de développement qui valorise l'usage de ressources locales, et appuie une agriculture à petite échelle et plus durable sur le plan social et environnemental (cité dans *ibid.*)* ».

Vue sous cet angle, l'agroécologie s'inscrit donc pleinement dans un horizon de souveraineté alimentaire, nutritionnelle et énergétique. En encourageant la relocalisation de la production, elle répond de surcroît aux préoccupations suscitées par la désorganisation des chaînes d'approvisionnement et par les risques de pénurie qui s'en sont suivis au plus fort de la pandémie de covid-19 (Altieri et Nicholls, 2020).

Pour autant, il est illusoire de croire que les « cultures agroécologiques » se substitueront complètement à l'agriculture conventionnelle et aux importations alimentaires. D'abord parce que de nombreux pays ne disposent pas de suffisamment de terres arables pour assurer leur autonomie protéinique. Ensuite, parce que leurs populations urbaines croissantes sont dépendantes, en totalité ou en partie, des grands canaux internationaux de production et de distribution¹⁴.

« *La question [de la relocalisation] est très complexe, note ainsi Marc Dufumier, et il faut bien différencier les produits, par exemple frais, pondéreux tels que le lait, les fruits et les légumes des autres, les céréales notamment. Ces dernières nécessitent des surfaces de culture très vastes afin d'alimenter les villes et les régions périurbaines. Il ne faut donc pas rêver au tout local! Je suis d'ailleurs surpris que certains semblent découvrir aujourd'hui cette réalité* » (cité dans Veillard, 2020).

À l'avenir, les grandes monocultures et les marchés internationaux demeureront une source d'approvisionnement indispensable. Et ils le seront d'autant plus que les conséquences du changement climatique risquent d'amenuiser les capacités de production locale dans nombre de pays pauvres. Un arbitrage devra donc être fait entre relocalisation et extraversion, entre souveraineté désirée et dépendance obligée pour éviter les pénuries dans les pays importateurs nets de nourriture ou bien la chute brutale des exportations de pays « historiquement spécialisés », ce qui reviendrait en fait à

14. Conséquence de plusieurs décennies d'intégration des systèmes alimentaires mondiaux, aujourd'hui, 80 % de la population mondiale est dépendante, au moins en partie, des importations alimentaires. Celles-ci représentent en outre 20 % de l'apport calorique (Voir Clapp et Moseley, 2020).

